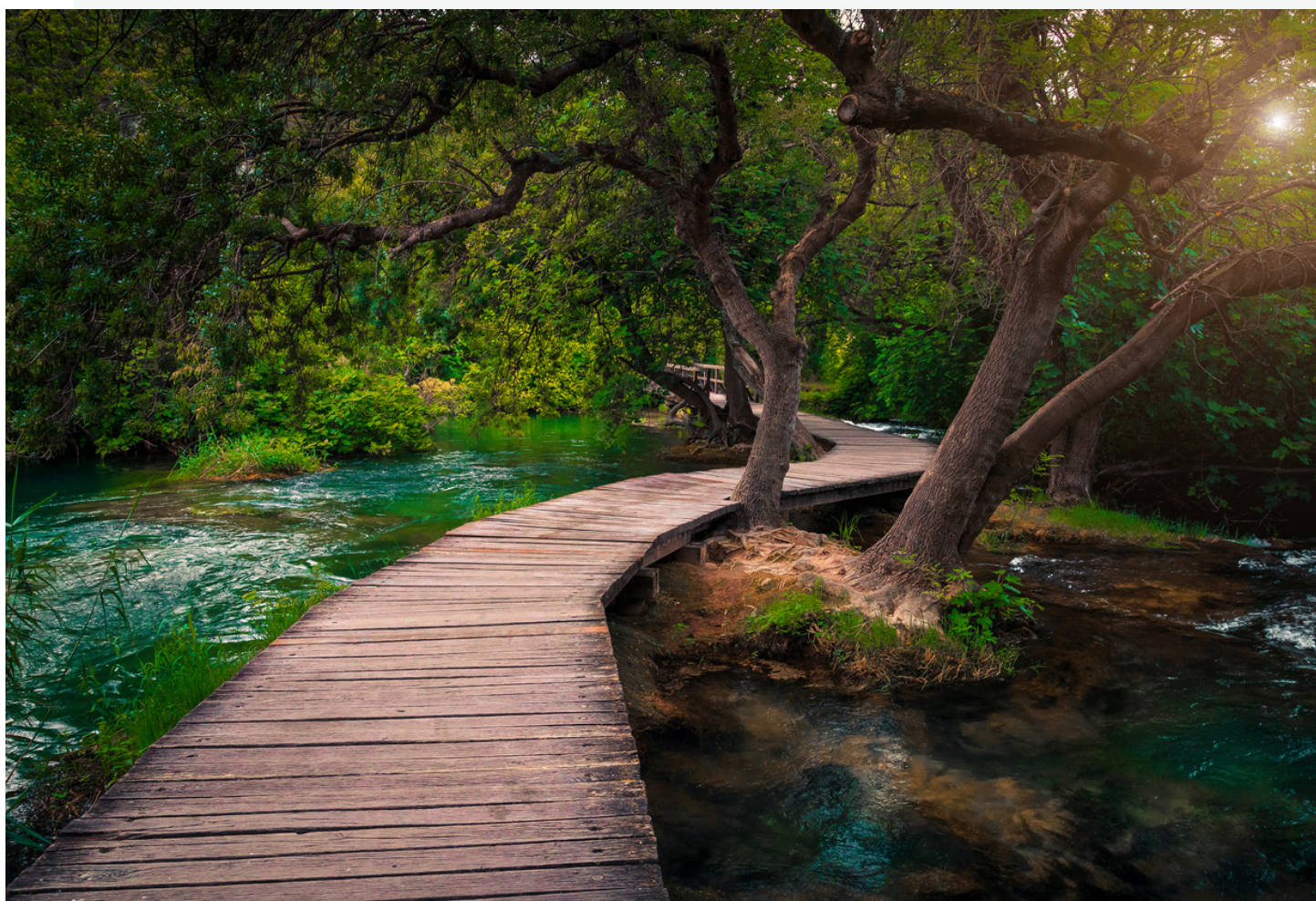


Biodiversité et économie : les chemins d'une nouvelle relation



AUTEUR

LAURENT PIERMONT,
INGÉNIEUR AGRONOME ET DOCTEUR EN ÉCOLOGIE
ANCIEN PRÉSIDENT DE CDC BIODIVERSITÉ

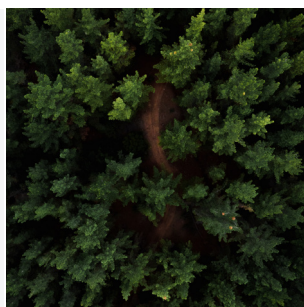


FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

THINK TANK

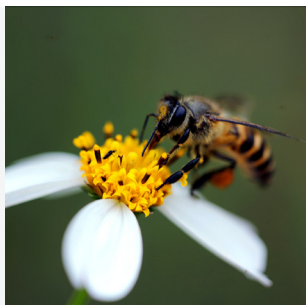
SOMMAIRE

03



SYNTHÈSE

04



**AGIR AVEC
LA NATURE**

06



**INTÉGRER
BIODIVERSITÉ
ET ÉCONOMIE**

08



**DE NOUVEAUX
OUTILS POUR UNE
NOUVELLE RELATION
ENTRE ÉCONOMIE
ET BIODIVERSITÉ**

SYNTHÈSE

La biodiversité, tissu vivant de la planète, est bien abîmée. La plus grande alliée de l'humanité est mal en point alors que l'Accord de Paris de 2015 pour le Climat a fixé à la biosphère la mission d'absorber entre 2050 et 2100 l'excédent de carbone rejeté par l'humanité. Encore faudra-t-il qu'elle soit en état de le faire !

Pour inverser la tendance et redonner de la place au vivant, les priorités ont été établies : diminuer les pollutions, la surexploitation, l'expansion des espèces invasives, l'artificialisation et la fragmentation d'espaces naturels ou encore ralentir le changement climatique.

Le temps est à la mobilisation générale et notamment à celle des acteurs économiques qui de près ou de loin « vivent » de la nature. Le temps est à la refondation de la relation entre l'économie et la biodiversité, pour que l'humanité apprenne à avancer avec plutôt que contre la nature. D'abord parce que c'est plus efficace, surtout lorsqu'on se préoccupe de la préserver. Ensuite parce que depuis des millions d'années, la nature a développé des solutions largement éprouvées par le temps et qui fonctionnent bien.

Cette contribution identifie les étapes clés d'une nouvelle relation entre acteurs économiques et biodiversité : repenser les modes d'action pour agir avec la nature ; intégrer la biodiversité dans la vie économique ; et développer les outils nécessaires à une transformation historique.

LAURENT PIERMONT,

INGÉNIEUR AGRONOME ET DOCTEUR EN ÉCOLOGIE. PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ SOLUTIONS NATURE. PRÉSIDENT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE GROUPAMA FORÊTS ASSURANCE ET ADMINISTRATEUR DE LA FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME. ANCIEN PRÉSIDENT DE CDC BIODIVERSITÉ, FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS, JUSQU'EN 2018.

Dernières publications de l'auteur

- *Agir avec la nature – vers des solutions durables*
Collection Science ouverte – Le Seuil – Avril 2010
- *Leviers économiques pour la biodiversité*
Annales des Mines. n°102- Avril 2021. ISSN : 1268-4783



AGIR AVEC LA NATURE

La biodiversité, tissu vivant de la planète, est bien abîmée. Une bonne nouvelle pourtant : les conférences internationales et les engagements politiques se rejoignent autour d'un consensus général sur le diagnostic et les objectifs. Les principaux sont de ne plus avoir de perte nette de surface d'espaces naturels d'ici 2030 et d'atteindre un gain de 20 % de surface d'ici 2050. Pour le climat, l'Accord de Paris de 2015 a fixé à la biosphère la mission d'absorber entre 2050 et 2100 l'excédent de carbone rejeté par l'humanité. Encore faudra-t-il qu'elle soit en état de le faire !

Il y a aussi un large consensus sur les méthodes à adopter pour atteindre ces objectifs. Bien sûr, diminuer les pollutions, la surexploitation, l'expansion des espèces invasives, l'artificialisation et la fragmentation d'espaces naturels et ralentir le changement climatique. Mais aussi agir avec plutôt que contre la nature. D'abord parce que c'est plus efficace, surtout lorsqu'on se préoccupe de la préserver. Ensuite parce que depuis des millions d'années, la nature a développé des solutions largement éprouvées par le temps et qui fonctionnent bien.

REPENSER LES MODES D'ACTION

Agir avec la nature, c'est tenir compte d'une façon particulière de l'espace, du temps et du vivant. Et notamment de la remarquable propriété qu'a la molécule d'ADN de se reproduire, avec quelques erreurs de copie de temps à autre. Ce qui confère aux espèces et à leurs combinaisons une capacité d'adaptation aux changements et une flexibilité inégalée. Mais aussi une grande imprévisibilité.

Pour l'action, cela a de nombreuses conséquences. Par exemple :

- ▶ Appréhender les écosystèmes comme des systèmes, interconnectés.
- ▶ Identifier les cycles propres à ces écosystèmes et agir en fonction d'eux
- ▶ Tenir compte de leurs dynamiques propres et en éviter dans les actions de gestion la mise en place de normes fixes (de prélèvement, de limites, etc... qui conduisent le plus souvent à un résultat opposé à celui qui est recherché
- ▶ Tenir compte de la dimension spatiale, des échelles d'intervention, et des besoins des espèces avec lesquelles nous partageons l'espace. En tenant compte de l'Ecologie du paysage et des apports de la théorie des équilibres insulaires qui montrent les liens dynamiques entre la taille des territoires et le nombre d'espèces qu'ils peuvent abriter.

MISER SUR LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES NATURELS

Cela, en tenant compte du changement climatique : il est désormais acquis que la plupart de nos systèmes naturels devront effectuer en quelques décennies l'effort d'adaptation au changement de climat qu'ils accomplissent habituellement en quelques millénaires. Cela bouscule singulièrement les techniques de la sylviculture et de l'agriculture même s'il existe des solutions pour les principaux scénarios du GIEC .

Enfin, les systèmes naturels sont résilients. S'il existe des seuils d'irréversibilité (disparition d'une espèce, par exemple), la dynamique du vivant leur permet aussi dans une large mesure de se restaurer ou d'être restaurés selon des



pas de temps qui se comptent plutôt en décennies qu'en millénaires, alors que dans le cas du climat, l'inertie du système rend le changement difficilement réversible avant plusieurs siècles. Cette capacité des écosystèmes permet d'être plus optimiste dans le cas de la biodiversité.

DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

Cette approche particulière que doit avoir l'action avec la nature a conduit à la notion de Solutions fondées sur la nature, notamment développée par l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN) et qui tend à s'imposer au niveau international.

Ces solutions peuvent être mises en œuvre dans la plupart des secteurs d'activité, par exemple :

- ▶ Recourir à des matériaux d'origine végétale issus d'une exploitation durable des ressources plutôt qu'à des produits dérivés du pétrole pour le textile, la cosmétique, l'ameublement, etc...
- ▶ Construire en matériaux bois issu de forêts gérées dans le respect de la biodiversité et mettre en place sur les bâtiments des terrasses écosystémisées.
- ▶ Recourir à l'agro-écologie plutôt qu'à l'agrochimie, séquestrer le carbone dans les forêts (gérées durablement) et les sols
- ▶ Concevoir les aménagements urbains et les infrastructures dans la compréhension et le respect des écosystèmes, développer des modes de tourisme préservant ceux-ci...

Mais elles sont encore très peu développées.

INTÉGRER BIODIVERSITÉ ET ÉCONOMIE

Tout cela coûte cher ! Les estimations des besoins de financement de la biodiversité mondiale sont de l'ordre de 800 milliards de dollars par an d'ici 2030. Nous ne dépensons actuellement que 130 milliards environ, ce qui laisse un déficit de financement de 670 milliards par an d'ici 2030. L'écart est considérable. Mais il représente moins de 1 % du PIB mondial annuel. Prélever moins de 1 % des produits pour préserver le cadre dont nous dépendons de façon vitale ne paraît pas extravagant, mais ne se fera pas spontanément.

Notons que les 130 milliards de dollars annuels cités ci-dessus sont principalement constitués de financements publics à plus de 80 %, le solde provenant du marché et de la philanthropie.

L'ÉCONOMIE PEUT FINANCER L'ACTION

Les acteurs économiques utilisent de bien des façons et souvent gratuitement la biodiversité. Certes, ils financent l'action publique via l'impôt, mais ils ont les moyens techniques et financiers d'agir au-delà. Actuellement et selon les objectifs visés, les exemples de comportement peuvent aller du meilleur au pire ...

Or, les solutions fondées sur la nature ont une vraie clientèle potentielle (les consommateurs qui préfèrent les produits et services fondés sur une action avec la nature plutôt que contre elle) et peuvent devenir le socle d'un secteur d'activité nouveau incluant les métiers de l'agriculture, de la sylviculture, du génie écologique et ceux qui restent à inventer...

Dès lors que des solutions efficaces et les moyens financiers existent, l'enjeu apparaît : il faut développer les leviers techniques, financiers et réglementaires permettant aux entreprises et aux consommateurs de développer ces solutions.

DISTINGUER LES APPROCHES SELON LE TYPE D'ACTIVITÉ

Il est possible de distinguer trois façons dont les entreprises et consommateurs peuvent s'inscrire dans l'action :

Les activités qui exploitent la biodiversité et donc en dépendent incluent le secteur primaire et les activités qui en sont issues : agriculture, forêt, pêche et indirectement agro-alimentaire, textile, mode, construction, cosmétique, pharmacie... Ce sont celles pour lesquelles la destruction ou la préservation de la biodiversité peuvent avoir un impact financier. L'enjeu réside dans la préservation des capacités du milieu et dans l'exploitation durable de celui-ci. Une durabilité qui ne doit pas être seulement technique mais qui doit s'inscrire dans la relation locale entre les producteurs et l'écosystème où ils prélèvent la ressource. Cette approche dans laquelle la préoccupation de préserver la biodiversité est fondée sur l'utilité de celle-ci conduit au levier des « Paiements pour services environnementaux (PSE) ». Nombre de grandes entreprises de ces secteurs l'ont compris et ont mis en œuvre des plans d'action qui peu ou prou se réfèrent à la préservation des écosystèmes qui les approvisionnent, incluant les communautés de producteurs.

Les activités qui entraînent une destruction des milieux et/ou des ressources naturelles sont pour l'essentiel liées à la ville et à ses extensions (infrastructures de toutes sortes reliant les villes), incluant les activités extractives. Un consensus mondial s'établit progressivement sur l'application de la séquence « Éviter-Réduire-Compenser », c'est-à-dire éviter les impacts des projets, réduire ceux qui n'ont pas pu être évités et, en dernier lieu, compenser ce qui n'a pu être ni évité ni réduit. Pour des raisons éthiques évidentes mais aussi fi-

nancières, il vaut bien mieux éviter de détruire que détruire puis restaurer : préserver en Europe un espace naturel coûte quelques euros par hectare et par an, le restaurer en coûtera plutôt 1000 durant plusieurs décennies, et souvent beaucoup plus.

Les activités qui ont des liens avec la nature, sans nécessairement l'exploiter ou la détruire. On y trouve le tourisme, les activités liées à l'eau, la culture, la ville déjà construite (et qui se réaménage) et la finance. Dans une société dont les citoyens consommateurs préfèrent les produits issus d'une relation durable avec la nature, cette catégorie qui a le choix, voit s'ouvrir devant elle le champ immense des activités à biodiversité positive. Dans une économie qui est de plus en plus fondée sur les services, souvent complexes et immatériels, cette catégorie peut jouer un rôle considérable alors qu'elle n'apparaît pas en première ligne. Ainsi le secteur financier est en partie lié aux secteurs qu'il finance : si une banque finance la destruction de forêts elle est en est en partie responsable.

Mais il a aussi la possibilité, notamment dans son rôle d'investisseur, de créer des activités financières favorables à la biodiversité, en tenant compte dans le sens le plus large, de la valeur de la nature pour l'humanité, qui conduit à la notion de capital naturel.

COMBINER LES LEVIERS PUBLICS ET DE MARCHÉ

Les leviers économiques sont fondés sur l'intérêt des acteurs économiques et sur des fonctionnements de marché. Cela a deux conséquences : d'abord, il serait imprudent de considérer comme des budgets les flux financiers qu'ils peuvent générer, car ces flux dépendent de l'état du marché. D'autre part, ces leviers laissent nécessairement de côté des objectifs qui n'intéressent pas les entreprises. Il convient donc de raisonner en termes de « panoplie » mixant les financements privés et les financements et réglementations publics.




DE NOUVEAUX OUTILS POUR UNE NOUVELLE RELATION ENTRE ÉCONOMIE ET BIODIVERSITÉ

Cette intégration de la biodiversité dans l'économie, ou mieux, de l'économie dans la biodiversité, passe par le développement d'une série d'outils qui ne sont pas hors de portée et dont beaucoup sont déjà connus et utilisés. Ces outils concernent aussi bien le niveau de l'entreprise que celui du cadre de son activité.

CITONS-EN QUELQUES-UNS :

- **Les leviers de marché** : ils servent à lier l'activité des entreprises à la préservation de la biodiversité en conférant une valeur financière à l'action. Ce sont notamment les paiements pour services environnementaux, les dispositifs organisant la compensation et la multitude des activités à biodiversité positive. Ce sont aussi les outils marketing, administratifs et juridique. Par exemple, intégrer une dette biodiversité dans la comptabilité des entreprises, développer le concept « d'entreprise à biodiversité positive », améliorer la capacité à prendre des engagements de long terme et à les rémunérer.





■ **Les labels et référentiels** : ils permettent d'assurer aux consommateurs que les services et produits qu'on lui propose respectent la biodiversité. Ce sont l'une des principales clés de la création de valeur. MSC pour la pêche, FSC et PEFC pour le secteur forestier, Cosmebio en cosmétique, label AB pour l'agriculture biologique, sont des outils efficaces, massivement adoptés. Et de nouveaux labels apparaissent régulièrement, à l'image de BiodiverCity pour la construction. Notons toutefois que nombre de ces labels et référentiels ont été créés avant que les modes d'intervention pertinents de l'Agir avec la nature n'aient été formalisés et y font référence de façon imprécise. La plupart privilégient le climat, alors qu'il n'y a pas nécessairement de cohérence entre les actions climat et biodiversité. Leur mise à niveau sur l'enjeu de la biodiversité est un des travaux à mener.

- **Les outils pour mesurer** : L'action pour le climat repose en partie sur l'outil de mesure que constitue la Tonne équivalent CO₂. Un outil équivalent manque encore à la biodiversité et il est nécessaire que s'établisse un consensus pour en adopter un .
- **Le développement de solutions techniques** : c'est le point décisif, celui sur lequel il y a le plus de progrès à accomplir. Vouloir développer l'agro-écologie, la permaculture, les sites naturels de compensation, le recours aux produits bio-sourcés, le bio-mimétisme, une nouvelle sylviculture, des bâtiments à biodiversité positive, est excellent mais insuffisant. Chacun de ces sujets exige des recherches complémentaires, des innovations, des développements techniques et commerciaux. Rien qui soit hors de portée, mais à condition de s'y employer sans plus tarder.
- **Un encadrement public clair et entraînant** : il est indispensable. Au-delà de sa mission de recherche, de formation et de diffusion des connaissances, l'action publique pour la biodiversité est actuellement beaucoup fondée sur des réglementations de protection et sur l'action directe ou indirecte dans les espaces protégés. Mais dès lors que les entreprises seront appelées à intervenir davantage pour la biodiversité, le fait qu'il s'agisse d'un bien commun exige que la puissance publique fixe le cadre de cette intervention et en assure la régulation.

POUR CONCLURE

Les conférences internationales pour la biodiversité, notamment celle de Nagoya en 2010, ont insisté à juste raison sur la nécessité d'associer davantage les entreprises à l'effort en faveur de celle-ci.

Les bonnes nouvelles sont que l'humanité dispose de méthodes efficaces (les solutions fondées sur la nature) et que l'intégration de l'économie et de la biodiversité lui donne les moyens (moins de 1% du PIB, 2% des investissements financiers !) nécessaires pour atteindre les objectifs.

Donc, nous pouvons y arriver, à condition de réussir cette intégration. Les leviers sont connus et beaucoup d'outils ont été identifiés. Il reste seulement à les améliorer et à les développer. En fait, il s'agit de créer un nouveau secteur d'activité, comme ont été créés aux siècles précédents le secteur de l'électricité, de la mécanique ou de l'automobile. Ce sera beaucoup de travail, mais aucun obstacle de fond ne nous sépare de l'objectif.

Haut les cœurs, donc !





Après 30 ans d'actions, la Fondation pour la Nature et l'Homme donne une nouvelle ambition à son activité de Think Tank, née il y a une dizaine d'années. Avec pour point de départ la question : "Que ferait un gouvernement déterminé à faire la transition écologique ? », le Think Tank de la Fondation se consacre aux "angles morts" des politiques publiques en démêlant les sujets enlisés, voire non explorés. Son ambition : créer les conditions pour un prochain quinquennat de transformation sociale et écologique.

Espace non-partisan, le Think Tank propose des feuilles de route concrètes et ambitieuses pour construire une force sociale prête à déployer la transition écologique et solidaire.

POUR CE FAIRE, IL BASE SON ACTION SUR DEUX PRINCIPES :

1. S'attaquer aux sujets au cœur des attentes des Français mais pour lesquels l'État n'est pas allé au bout de l'effort, pour penser et proposer un chemin d'action qui lie durabilité, bien-être social et résilience économique.

- ▶ Le Think tank se concentre sur les thématiques écologiques clés mais enlisées que sont par exemple : la réduction des pesticides, la transformation du modèle automobile, l'avenir de l'élevage, la sortie du nucléaire ou encore l'évolution du fret.
- ▶ Chaque sujet est investigué à la lumière des verrous qui bloquent la transition : l'accompagnement dans l'emploi, la cohérence des financements, la réforme des règles budgétaires européennes, la transformation des entreprises ou encore le développement d'une diplomatie verte.

2. Penser par et pour le dialogue afin de fédérer largement dans l'action.

Le Think Tank construit des alliances nouvelles dans la société, en élargissant les cercles de travail habituels – ONG, universitaires... – aux syndicats, fédérations professionnels... L'enjeu n'est rien moins que de penser, avec celles et ceux qui seront amenés à la mettre en œuvre, un chemin de transition à la fois exigeant et fédérateur.

LES TRAVAUX DU THINK TANK SE TRADUISENT PAR DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES :

RAPPORTS : des formats fouillés, mettant à jour des données nouvelles pour établir des états des lieux clairs et définir des feuilles de route pour opérer la transition.

CONTRIBUTIONS : des formats « note » pour accueillir des productions individuelles ou collectives sur des sujets à défricher ou à creuser.

POINTS DE VUE : des formats « tribune » pour poser l'avis d'un expert sur un sujet d'actualité ou à faire émerger.

Pour aller plus loin, le Think Tank organise des événements, Les Talks du Think tank, pour débattre et dialoguer autour des données nouvelles et des feuilles de route proposées. Une newsletter permet à chacune et chacun de rester informé des nouvelles productions.





LAURENT PIERMONT

INGÉNIEUR AGRONOME ET DOCTEUR EN ÉCOLOGIE
ANCIEN PRÉSIDENT DE CDC BIODIVERSITÉ

La biodiversité, tissu vivant de la planète, est bien abîmée. La plus grande alliée de l'humanité est mal en point alors que l'Accord de Paris de 2015 pour le Climat a fixé à la biosphère la mission d'absorber entre 2050 et 2100 l'excédent de carbone rejeté par l'humanité. Encore faudra-t-il qu'elle soit en état de le faire !

Pour inverser la tendance et redonner de la place au vivant, les priorités ont été établies : diminuer les pollutions, la surexploitation, l'expansion des espèces invasives, l'artificialisation et la fragmentation d'espaces naturels ou encore ralentir le changement climatique.

Le temps est à la mobilisation générale et notamment à celle des acteurs économiques qui de près ou de loin « vivent » de la nature. Le temps est à la refondation de la relation entre l'économie et la biodiversité, pour que l'humanité apprenne à avancer avec plutôt que contre la nature. D'abord parce que c'est plus efficace, surtout lorsqu'on se préoccupe de la préserver. Ensuite parce que depuis des millions d'années, la nature a développé des solutions largement éprouvées par le temps et qui fonctionnent bien.

Cette contribution identifie les étapes clés d'une nouvelle relation entre acteurs économiques et biodiversité : repenser les modes d'action pour agir avec la nature ; intégrer la biodiversité dans la vie économique ; et développer les outils nécessaires à une transformation historique.

Les contributions publiées dans le cadre du Think Tank n'engagent que leurs auteurs.

photos : iStock-Janoka82 / pexels-tomas-anunziata / pexels-polina-chistyakova / pexels-alena-koval / pexels-hiau-hoang